

Par Madiambal DIAGNE

Les Lundis de
MADIAMBAL

mdiagne@lequotidien.sn

Covid -19: Le pire pour l'Afrique ne sera pas le nombre de morts

Au rythme où va la propagation du Covid-19 en Afrique, ce continent est parti pour être le moins affecté sur le plan sanitaire par la pandémie. Depuis le début de la pandémie, moins de 9000 personnes infectées sont dénombrées à travers le continent, causant la mort de moins de 400 personnes, alors que plus de 1 500 000 cas d'infections ont été déjà comptabilisés à travers le monde, pour un bilan lourd de plus de 70 000 morts. Cette résistance relative serait-elle due à des immunités bactériologiques déjà développées par nos populations, ou serait-ce à cause du climat ? Dans tous les cas, on peut bien augurer que la nature devrait y être pour quelque chose. Pour une fois alors, la nature se montre clémente vis-à-vis de l'Afrique ! Un traitement médical efficace sortira rapidement des laboratoires scientifiques.

Il reste que l'Afrique devra faire partie des régions du monde les plus touchées par les impacts économiques et sociaux de la pandémie du Covid-19. En effet, la précarité du tissu économique rend le continent africain assez vulnérable face à des crises, même exogènes. On se rappelle notamment que la crise des «subprimes» en 2007-2008, bien que s'étant déroulée principalement en Amérique, bien que n'ayant pas donc directement touché des compagnies africaines ou des pays du «continent noir», n'en avait pas moins provoqué des répercussions économiques et sociales désastreuses ; jusqu'à y engendrer des émeutes de la faim et des émeutes de l'électricité. C'est dire alors que cette pandémie du coronavirus, qui frappe toutes les nations du monde et provoque l'arrêt brusque et net de toutes les activités économiques à travers la planète, aura fatalement des conséquences éprouvantes sur le développement économique et social ainsi que la stabilité de nos pays. C'est pourquoi les pays africains devraient se préparer à amortir les chocs résultant de cette nouvelle crise. Des plans de riposte contre le Covid-19 ont été élaborés çà et là à travers le monde, mais on constatera que la plupart des pays africains semblent prendre la question avec une certaine désinvolture, un certain dilettantisme.

Je fais partie d'un panel interafricain de douze personnalités publiques, sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique (Cea), pour échanger sur les stratégies des pays du continent pour faire face aux effets néfastes du Covid-19. Il ressort de nos délibérations, que rares sont les pays africains qui ont, à ce jour, bien perçu la nécessité absolue et dirimante d'élaborer des plans pour maîtriser les contrecoups de la crise sur leurs économies et leurs populations. Force est de dire que le Sénégal, le Maroc et le Nigeria sortent du lot, pour avoir déjà ficelé des plans de riposte qu'on pourrait considérer comme étant plus ou moins à la hauteur des enjeux, pour ne pas dire, des désastres annoncés.

L'Afrique a un retard à l'allumage

Le continent africain a eu le temps de voir venir. La propagation du Covid-19 s'est répandue de la Chine à travers le monde, depuis le mois de novembre 2019, mais le continent africain n'a recensé son premier cas que vers le 14 février 2020 en Egypte. Ce ne sera d'ailleurs qu'à partir du mois de mars 2020 que les autres pays africains commençaient à être touchés. Tout le monde avait donc pu apprendre, de la Chine et de ses voisins asiatiques ou même des pays européens, pour savoir quelle attitude adopter vis-à-vis de la maladie. La lutte contre le Covid-19 ne pouvait être efficace que par les mesures prophylactiques surtout quand on sait la faiblesse des plateaux techniques médicaux dans de nombreux pays. Les pays africains avaient la latitude de bien se préparer mais ils ont failli à leur vigilance. Ce qui devait arriver arriva, la pandémie a touché les pays comme par un effet domino.

Peut-être que les dirigeants africains considèrent que le malheur n'arrive qu'aux autres, qu'ils ne semblent pas toujours encore prendre la crise avec le sérieux qu'elle exige. L'Afrique a brillé par la vacuité de ses initiatives lors de la réunion virtuelle du G20 organisée le 26 mars 2020, à l'initiative du Roi Salman d'Arabie saoudite.

Les dirigeants du G20 ont tenté de coordonner leurs réponses face à la menace de récession sans précédent que fait peser le coronavirus sur l'économie mondiale. Ils ont annoncé le déblocage de 5 000 milliards de dollars pour «contrer les répercussions sociales, économiques et financières de la pandémie» du Covid-19. «Nous sommes fermement résolus à présenter un front uni contre cette menace commune», ont ajouté les représentants des grandes puissances mondiales. Ils ont assuré être déterminés à rétablir le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales, et demandé à leurs ministres des Finances et aux dirigeants de leurs banques centrales d'assurer une coordination régulière de leurs actions en lien avec les organisations internationales, afin d'élaborer un plan d'action commun face à la pandémie. Quelle était la place de l'Afrique dans tout cela ? Le président Paul Kagame du Rwanda, président de la Commission de l'Union africaine pour le Nepad, avait pris part à cette réunion virtuelle mais ne se révéla pas en mesure de faire une proposition concrète au nom du continent africain. Le Président Kagame avait-il des scrupules pour brûler la politesse au Président Sud-Africain Cyril Ramaphosa, président en exercice de l'Union africaine ? On pourra toujours considérer que l'Afrique ne s'était pas assez préparée et n'avait pas pu coordonner sa position. C'est peut-être dû à la

faiblesse du leadership sud-africain. Qu'à cela ne tienne, le plaidoyer du Macky Sall par exemple, pour un effacement de la dette des pays africains, n'a pas été soutenu par les autres pays africains. Il aura fallu ultérieurement, que la France prenne cette question en charge pour proposer d'en saisir le «Club de Paris», pour qu'à l'instigation du Président Emmanuel Macron, le président Cyril Ramaphosa organisât, ce samedi 4 avril 2020, un échange par vidéo-conférence entre les chefs d'Etat africains, pour discuter de la crise de la pandémie du Covid-19. Le Sénégal a porté en bandoulière la revendication de l'effacement de la dette, depuis le Forum de Dakar sur «développement durable et dette soutenable : trouver le juste équilibre», tenu le 2 décembre 2019. La crise du Covid-19 a rendu davantage légitime cette revendication.

On ne le dira jamais assez, l'Afrique va payer le prix de la récession économique mondiale : chute des matières premières, arrêt des entreprises, chute des exportations... Cela va aggraver le chômage et la précarité sociale, sachant que très peu de pays africains ont des mécanismes de protection sociale. Dans un tel contexte, les remous politiques ne manqueront pas. C'est écrit comme une fatalité.

Le Sénégal, un des meilleurs élèves de la classe

Le tableau est sans doute sombre, la perspective inquiétante. La crise du Covid-19 va impacter durablement notre pays. Elle a en effet déjà provoqué une moins-value de recettes de l'ordre de 340 milliards de francs Cfa pour le budget de l'Etat, dans un contexte caractérisé notamment par un surplus des dépenses de santé et de sécurité, une faible évolution des exportations, une baisse drastique des importations et un repli prononcé des envois financiers par les Sénégalais de la diaspora. Plus de 1300 milliards venaient régulièrement de ces envois des Sénégalais de l'Extérieur alors qu'on sait que les principaux pays d'émigration des Sénégalais que sont la France, l'Italie, l'Espagne, les Etats-Unis entre autres, restent confinés et que plus aucun envoi ne provient de ces pays, depuis les mesures de confinement préconisées par les gouvernements. Sur le plan national, la morosité économique affecte des pans entiers de l'économie, comme l'hôtellerie, la restauration, les transports aériens, maritimes et terrestres, le secteur des Btp entre autres.

Le Président Macky Sall a eu la clairvoyance d'entamer des concertations avec de larges secteurs de la vie nationale, pour donner l'image d'un pays uni et solidaire pour lutter contre cette calamité. Aucun autre pays africain n'a eu à procéder à une telle démarche. Ainsi, le gouvernement du Sénégal a élaboré un plan de riposte et de résilience économique et sociale. Les fonctions régaliennes de l'Etat seront assurées et des soutiens seront accordés aux ménages et aux entreprises. Ce programme, chiffré à quelque 1000 milliards de francs Cfa, semble avoir été bien pensé par les services du ministère des Finances et du budget et a déjà l'onction de la Communauté internationale. Déjà, le déficit budgétaire qui était prévu à un niveau de 3%, sera en définitive de 6%. Il s'est trouvé des voix pour s'interroger sur la capacité du Sénégal à pouvoir mobiliser les ressources dans un contexte mondial particulièrement difficile. Le Sénégal est bien parti pour tirer son épingle du jeu. Les experts sénégalais ont travaillé sur le schéma d'une crise qui va durer jusqu'à la fin du mois de juillet 2020, et ont donc concocté un plan pour atténuer les effets néfastes.

De gros efforts de recadrage ou de réorganisation budgétaire ont été consentis sur un montant de 414 milliards de francs Cfa. Dès ce lundi 6 avril 2020, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (Fmi) va ordonner le décaissement de la somme de 264 milliards de francs Cfa, représentant la totalité de la quote-part auprès de cette institution financière. Pour sa part, la Banque mondiale a décidé d'allouer la somme de 138 milliards de francs Cfa pour soutenir le programme d'urgence du Sénégal. La Banque ouest africaine de développement lâchera 26 milliards, la Banque islamique de développement 98 milliards, la Banque africaine de développement 60 milliards. Ces montants annoncés seront complétés par des appuis attendus de la part de l'Union européenne. Aussi, des aides additionnelles seront attendues de la coopération bilatérale, notamment de la France, de la Chine, de l'Allemagne entre autres. De telles aides seront encore très opportunes si la crise perdure au-delà de juillet 2020. Il s'y ajoute que le Sénégal a encore toute la latitude pour mobiliser l'épargne nationale sous forme de dons ou d'emprunts publics. Cette épargne nationale se chiffre à plus de 1885 milliards de francs Cfa, soit 14,5% du Produit intérieur brut. On connaît déjà les mesures préconisées par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), en direction du secteur bancaire et des opérations au profit des entreprises et des particuliers.

Encore une fois, la situation provoquée par la pandémie du Covid-19 autorise par ailleurs, de façon légitime, des mesures d'annulation de dettes en faveur des pays pauvres. Ce serait une aubaine pour des pays comme le Sénégal, dont la dette publique bilatérale et multilatérale, éligible à une éventuelle annulation, est autour de 4500 milliards de francs Cfa, soit 54% de la dette totale. Le cas échéant, de nouveaux investissements pourraient être engagés. La crise du Covid-19 pourrait en fin de compte, constituer paradoxalement une belle opportunité pour relancer notre économie.